

July 28, 2022

Dear Municipal Colleague,

I am writing to seek your assistance in establishing a greater sense of solidarity among Quebec's English-speaking elected officials. We number in the several hundreds on the island of Montreal and in bilingual towns across the province. As a councillor in Kamouraska, I believe there may be many Anglophones serving in Francophone communities as well.

Until now, there has not been an effort to reach out to Anglophone and Allophone municipal councillors. But in the wake of the passage of Bill 96, we believe it would be useful to develop a roster or network of municipal officials, who would work with established organizations like the UMQ and:

- share **best practices** in working with the Quebec government;
- assist in **improving services in the French language**; and
- ensure conformity in the drafting of resolutions to **maintain bilingual status**.

The genesis of this initiative came from discussions the Task Force on Linguistic Policy (TFLP) held earlier this year with elected officials from across Quebec. In light of the changes proposed in Bill 96, it became clear there would be a need to support affected communities. As a grassroots organization with members across Quebec, the TFLP is well placed to undertake this effort to develop a roster and encourage communications.

I want to emphasize this initiative is being proposed with the utmost sincerity and prudence. As a non-partisan organization, our objective is to ensure we all work for the betterment of our communities and their citizens. Aside from a love of Quebec and our use of the English language, I know we share the same values of service and sacrifice.

All we require is your name, your community, your e-mail and phone number sent to info@protegermesdroits.ca. If you would like to discuss this further, please don't hesitate to contact me.

Best regards,



Andrew Caddell
President, Task Force on Linguistic Policy
info@protegermesdroits.ca

Le 28 juillet 2022

Cher collègue municipal,

Je vous écris pour solliciter votre aide afin d'établir un plus grand sentiment de solidarité parmi les élus anglophones du Québec. Nous sommes plusieurs centaines sur l'île de Montréal et dans les villes bilingues de la province. En tant que conseiller de Kamouraska, je crois qu'il y a peut-être aussi beaucoup d'anglophones qui servent dans des communautés francophones.

Jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu d'effort pour rejoindre les conseillers municipaux anglophones et allophones. Mais dans la foulée de l'adoption du projet de loi 96, nous croyons qu'il serait utile de créer une liste ou un réseau de fonctionnaires municipaux, qui travailleraient avec des organisations établies comme l'UMQ et :

- **partager les meilleures pratiques** de travail avec le gouvernement du Québec ;
- aider à **améliorer les services en français** ; et
- assurer la conformité dans la rédaction des **résolutions visant à maintenir le statut bilingue**.

La genèse de cette initiative découle des discussions que le Comité Spécial sur la politique linguistique (CSPL) a tenues plus tôt cette année avec des élus de partout au Québec. À la lumière des changements proposés dans le projet de loi 96, il est devenu évident qu'il serait nécessaire de soutenir les communautés touchées. En tant qu'organisation de base comptant des membres partout au Québec, la TFLP est bien placée pour entreprendre cet effort visant à établir une liste et à encourager les communications.

Je tiens à souligner que cette initiative est proposée avec la plus grande sincérité et prudence. En tant qu'organisation non partisane, notre objectif est de nous assurer que nous travaillons tous pour l'amélioration de nos communautés et de leurs citoyens. Outre l'amour du Québec et l'usage de la langue anglaise, je sais que nous partageons les mêmes valeurs de service et de sacrifice.

Tout ce dont nous avons besoin est votre nom, votre communauté, votre courriel et votre numéro de téléphone envoyés à XXXXX. Si vous souhaitez en discuter davantage, n'hésitez pas à me contacter.

Mes salutations distinguées,



Andrew Caddell

President, Task Force on Linguistic Policy